

Laurent Bouvet : « La gauche ne gagnera pas sans le peuple »

Dans son livre « Le Sens du peuple », ce professeur de sciences politiques proche du PS accuse celui-ci de s'être « coupé du peuple » depuis trente ans

Il est sans doute l'un des plus efficaces dynamiteurs d'idées reçues au PS! Professeur de sciences politiques à Versailles, après l'avoir été dix ans durant à Nice, Laurent Bouvet, ancien militant mais toujours proche du PS, avait déjà joué les Cassandre en 2002 en publiant avec Laurent Baumel « L'Année zéro de la gauche » (Éditions Michalon). Les deux compères décrivaient alors un PS en état de décomposition avancée. Le politologue récidive cette fois, en pleine campagne présidentielle et avec une rare sévérité pour les siens, en sortant une nouvelle bombe, « Le Sens du peuple » (Gallimard), dont il vient de présenter les idées aux militants socialistes des Alpes-Maritimes.

Vous dites dans votre livre que le PS s'est coupé du peuple. Comment cela?

Pendant très longtemps, la gauche en général, y compris les communistes et les radicaux, a été le parti du peuple au sens large. Son arrivée au pouvoir en 1981 entraîne une double rupture, économique et sociale : pour la première fois, elle est à même de montrer comment elle peut changer la vie dans le long terme. Avec le tournant de la rigueur deux ans plus tard, ses politiques publiques ne sont plus orientées vers le peuple. Dans un deuxième mouvement, la gauche se met à favoriser de nouvelles catégories, devenues son électorat : ce ne sont pas les classes moyennes, mais plutôt des groupes minoritaires : les femmes, les homos, les régionalistes, les jeunes, les immigrés de la deuxième génération... Ça a un peu transformé la gauche idéologiquement et ça l'a conduite



« Hollande va sans doute gagner. Mais avec une gauche à 43 % seulement, que fait-on ? »

(Photo F. L.)

à un électorat beaucoup plus réduit. Actuellement, elle est à 43 % dans les sondages. Certes, Hollande va sans doute gagner, mais avec un tel socle, que fait-on? Comment gouverner? Pour mettre en œuvre une politique, il faut un soutien populaire.

Depuis trente ans, donc, le peuple n'est plus de gauche?

Il n'est ni de gauche, ni de droite. Prenez l'exemple de 68 : qui était le peuple? Les étudiants, les dix

millions de grévistes ou le million de Français qui ont défilé derrière Malraux sur les Champs-Élysées, en soutien à De Gaulle? Il y a en revanche des catégories populaires, qu'on peut appeler le peuple social, qui fut longtemps la classe ouvrière, ou le peuple national, qu'on exalte dans sa différence identitaire. Mais le PS, lui, n'a jamais été un parti ouvrier. Et depuis son divorce d'avec le PC, il n'a jamais récupéré les ouvriers. Si bien que la gauche gagne

seulement en cas de forte abstention des catégories populaires. Mais si ces catégories se mobilisent, comme ce fut le cas en 2007 en faveur de Sarkozy, elle perd...

Décidément sévère, vous dites que la gauche, du moins socialiste, « enjambe » carrément le peuple?

Oui, elle va au-delà de lui : elle veut à la fois le peuple des banlieues, celui des minorités et les catégories supérieures. Mais elle ne voit pas que 80 % des gens qui se trouvent sous le seuil de la pauvreté ne vivent pas dans les zones urbaines sensibles, mais en dehors : c'est cette France invisible dont on commence à parler. Alors, oui, je suis sévère, car qui aime bien châtie bien. Aujourd'hui, je suis croyant non pratiquant... Je trouve que se couper du peuple a été une erreur : la gauche sans le peuple, ce n'est pas possible!

En souhaitant un État neutre, « ni PS, ni UMP », François Hollande semble vouloir remettre l'État au centre de la gouvernance...

Oui, cette idée était déjà exprimée dans le discours du Bourget. En décembre dernier, j'ai fait partie de ceux qui lui ont organisé un séminaire sur cette question-là. C'est un homme très intelligent et capable d'entendre, d'écouter. Remettre l'État au centre, c'est aussi une réponse à la promesse d'un État irréprochable que Sarkozy n'a pas tenue. Le réinvestissement de cette question du rôle de l'État par la gauche est très important. Surtout pour un candidat capable de gagner.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANCIS LUMINEAU
flumineau@nicematin.fr**

Le dossier

Quel est le vrai bilan de Nicolas Sarkozy, à l'Élysée depuis cinq ans? En matière d'emploi, d'éducation, de sécurité, sur les questions internationales et européennes, que laissera le chef de l'État, désormais candidat à sa réélection le 6 mai prochain? Quelles sont les réformes les plus réussies, celles qui ont marqué son quinquennat? La soirée au Fouquet's, le discours de Grenoble, la candidature de son fils Jean à l'Épad ou le *Casse-toi pov'con* au Salon de l'agriculture ont-ils sérieusement mis en péril ses chances de renouer la confiance avec les Français? Experts, élus UMP, opposants de gauche et du Front national jugent ses actions dans notre dossier spécial consacré à la mandature de Nicolas Sarkozy, et publié dans notre édition du lundi 12 mars. En exclusivité, le sondage de l'institut CSA pour le *Groupe Nice-Matin* sur le bilan du président de la République. A découvrir également notre face-à-face entre le fidèle Brice Hortefeux et l'humoriste Stéphane Guillon ainsi que le récit de l'ex-conseiller du chef de l'État Georges-Marc Benamou, sur les années Sarkozy et le regard de Philippe Bouvard.



Le chiffre

25 « Il doit me manquer encore 25 signatures, mais c'est jouable », a assuré Marine Le Pen, hier soir, sur le plateau du Grand Journal de Canal + à propos des 500 parrainages nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle.